

n'est pas maître ; mais j'ose croire que si je réussis à bien bernier et gouverner le Canada de la façon que je l'entends on y verra le fruit de vos bonnes leçons et l'on dira : tel valet tel maître.

Je vais procéder avec ordre et méthode à vous tracer l'histoire de ma petite administration. Vous en excuserez les mensonges car vous savez que les bons contes sont les bons amis, comme on dit en français.

Dès mon arrivée en Canada j'avais l'idée de ramener le gouvernement à Québec parceque j'y aurais été plus noblement logé ; j'aurais ramené l'abondance dans cette ville ; j'aurais arboré le pavillon sur une de mes lucarnes comme Durham ; j'aurais entendu de ma fenêtre tirer le canon de la citadelle ; cela m'aurait fait honneur et j'aurais eu l'air de quelque chose. Mais j'ai réfléchi que les gens de Montréal se sont révoltés tandis que ceux de Québec sont restés froids et pacifiques ; or il est bien juste de punir les innocents et de récompenser les coupables comme cela se pratique en politique. Je partis donc bien vite pour Montréal où j'assemblai le Conseil Spécial que tout le monde déteste, afin de savoir de lui l'opinion du pays sur l'union dont personne ne veut dans le Bas-Canada. Comme vous le pensez bien, mon cher vieux Melbourne, le Conseil en a passé par où j'ai voulu car je me suis servi des grands, c'est-à-dire des petits moyens. J'ai pris ce petit air canard que vous me connaissez, j'ai donné la main aux uns, j'ai fait le bravache avec d'autres ; bref ils ont décidé que le Bas-Canada serait beaucoup mieux avec le Haut que tout seul. "Il faut faire du Bas-Canada une province tout-à-fait britannique" a dit ce farceur de Lambton ; or comment, je vous le demande, peut-on être une province britannique sans avoir une dette nationale accablante et sans être en espèce de banqueroute ? Il n'y a pas de bon sens. Le Conseil Spécial a compris tout cela fort bien, or je n'avais plus à m'occuper que du Haut-Canada. Vous allez voir comment je m'y suis pris pour faire deux êtres malgré leur inclination.

Je me rendis à Toronto où je ne trouvais pas la besogne aussi facile qu'à Montréal attendu que notre Parlement a fait la sottise de laisser encore à la province supérieure sa Constitution. Sitôt que j'abordai la question de l'Union chacun fronçait le sourcil mais je leur fis voir qu'il leur fallait faire un mariage de raison, que la prétendue était riche et que son crédit permettrait au prétendu de faire encore quelque tems figure dans le monde. Il y avait malgré cela bien des récalcitrans, des boule-dogues qui ne voulaient se rendre à nulle autre raison qu'à celle de la pâtée. Je dus donc lâcher les cordons de la bourse et cela avec d'autant plus de plaisir que ce ne furent pas ceux de la mienne. Ah ! mon pauvre Melbourne, nous ne sommes plus au tems de cet imbécile de Judas Iscariote qui vendit notre Seigneur pour trente pauvres deniers ! on ne peut pas se procurer ici le plus mince traître à moins de quatre cents, cinq cents, mille, deux mille louis. Envoyez nous en au plus tôt quelques uns de par chez vous s'ils sont en baisse. Ce serait une excellente spéculation. Nous partagerons les bénéfices en frères. Je suis, je crois, votre aîné. Mais revenons à nos moutons ou plutôt à nos renards. Après bien des discussions, au milieu desquelles jeus le bon sens de ne prendre qu'un part approbatrice, nous finîmes par nous entendre. J'ai promis de la part du Parlement que le Haut-Canada aurait tous les avantages, qu'on abolirait la langue française, qu'on taxerait leurs voisins pour eux, que les perdrix tomberaient à l'avenir toutes rôties, qu'on ferait des canaux, des ponts, des caves, des chemins de fer en or et que tous les gens du Haut-Canada seraient officiers publics. Ils ont fait tout ce que j'ai voulu ; il